



FACE AU PROGRAMME ULTRALIBÉRAL DE MACRON, OPPOSONS NOTRE MOBILISATION POUR LA SATISFACTION DES REVENDEICATIONS.

TOUS DANS L'ACTION LE 8 JUIN

Le 8 mai dernier, a vu l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République Française.

L'opération de promotion de ce candidat, fabriqué sur mesure par le tandem Hollande/Gattaz présenté comme un homme tout neuf, vierge et immaculé, est bien loin d'un vote d'adhésion puisque Macron a été élu avec seulement 43.6% des inscrits. Cependant, son élection est lourde de dangers pour les conditions de vie et de travail des salariés, des retraités, des privés d'emploi et des jeunes.

Loin du renouveau politique annoncé, la constitution de son gouvernement avec un **1^{er} ministre membre des Républicains**, juppéiste convaincu, avec par exemple la **nomination de l'ex DRH du groupe Danone à la tête du ministère du travail**, confirme **l'allégeance de Macron et de ses ministres au patronat et au monde de la finance**.

En effet, Macron et son gouvernement, dans la poursuite des gouvernements Sarkozy/Hollande qui, avec les députés de leurs majorités, ont mis en place et voté l'ensemble des lois régressives qui nourrissent la progression du Front National, prétendent aggraver les reculs sociaux en réponse aux exigences du patronat.

LES OBJECTIFS ET LA METHODE SONT CLAIRS :

- Destruction définitive du Code du Travail,
- Généralisation de la précarité,
- Casse de la sécurité sociale et des retraites,
- Réduction des dépenses publiques, réductions drastiques du nombre de fonctionnaires,
- Liquidation du statut de la fonction publique, privatisation et marchandisation de l'ensemble des missions de services publics.

Ces coupes claires dans les dépenses publiques, dans une période de stagnation économique ne peuvent que conduire notre pays à la récession économique, comme le confirment de nombreux économistes.

Alors que Macron souhaite plus de mondialisation, plus d'intégration dans l'Union Economique et Monétaire Européenne, ce sont les mêmes intentions pour les salariés en France que celles que vivent les Grecs, les Espagnols, les Italiens ou encore les Portugais.

MAIS MACRON VEUT AUSSI :

- Plafonner les indemnités prud'homales, mesure de la loi Travail rejetée par le Conseil constitutionnel,
- Fusionner les CE, DP, CHSCT en une seule IRP pour toutes les entreprises, en supprimant tout seuil d'effectif,
- Augmenter la CSG, pour compenser la suppression des cotisations sociales,
- Transformer le CICE en allègement pérenne des cotisations pour toutes les entreprises,
- Baisser l'impôt sur les sociétés à 25%,
- Baisser l'impôt sur la fortune en le limitant à l'immobilier.

C'est un nouveau cadeau de 20 milliards d'euros aux entreprises.

Et c'est par ordonnances, dès cet été, pour aller vite et contourner le parlement, que Macron, entend imposer ces reculs, montrant ainsi son réel respect de la démocratie et ses véritables intentions vis-à-vis du monde du travail.

Ces politiques ne sont pas une fatalité.

LES MOYENS EXISTENT POUR MENER UNE POLITIQUE PORTEUSE D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DE LA POPULATION, À PARTIR D'UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES :

- Le PIB, qui représente les richesses produites en une année dans le pays, n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire,
- Les entreprises du CAC 40 ont encaissé 75 milliards d'euros de profits en 2016,
- 500 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 10 ans.
- 220 milliards d'euros d'argent public sont déversés chaque année aux entreprises sous forme d'aides, subventions diverses et variées, d'exonérations fiscales et de cotisations sociales.

PAR LA MOBILISATION MASSIVE DES SALAIRES, DES RETRAITES, DES PRIVÉS D'EMPLOI, DE LA JEUNESSE, NOUS POURRONS IMPOSER :

- Une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux,
- L'arrêt des suppressions d'emplois, des délocalisations et le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, notamment par la réindustrialisation du département, l'investissement dans la recherche et l'innovation,
- La reconquête de véritables services publics de proximité,
- La réduction du temps de travail à 32H pour travailler tous et mieux,
- L'abrogation des lois Rebsamen, Macron, El Khomri,
- La conquête de droits nouveaux pour les salariés,
- Le renforcement de notre sécurité sociale, avec la prise en charge à 100% des dépenses liées à la maladie et à la perte d'autonomie,
- la retraite à 55 ans, à taux plein et la reconnaissance de la pénibilité,
- Un véritable contrôle des aides publiques aux entreprises.

Parce qu'il n'y a rien à espérer de Macron et de son gouvernement, face aux enjeux de la période, il est indispensable de construire la mobilisation, dès maintenant, sans attendre que les ordonnances tombent.

Le premier acte de résistance consiste à empêcher Emmanuel Macron d'avoir une majorité à l'Assemblée Nationale, en votant pour des candidats porteurs de progrès social aux élections législatives. Mais c'est par l'implication massive des salariés dans la vie syndicale, en créant ou en renforçant leur syndicat CGT, et dans les luttes revendicatives que nous imposerons une autre politique, résolument orientée vers le progrès.

D'ores et déjà, l'Union Départementale des syndicats CGT de Loir & Cher appelle tous les salariés, actifs, retraités et privés d'emploi à se mobiliser **LE 8 JUIN PROCHAIN sous toutes les formes : grève, débrayage, etc., et à participer au **RASSEMBLEMENT À PARTIR DE 12H00** **DEVANT LA PREFECTURE DE BLOIS.****

Unis, solidaires et déterminés dans l'action, nous pouvons gagner le progrès social.